Gestion des projets publics : La refondation mise sur la compétence, l'éthique et la lutte contre la corruption

MALI
2026
L'information est l'oxygène des temps modernes LUNDI 05 OCTOBRE 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : L'école reprend le chemin des classes sous le signe de la citoyenneté



Assemblée générale de l'ONU : Guterres défend le multilatéralisme face aux défis mondiaux



États généraux de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture : Youba BA lance les concertations régionales à koulikoro

Sommaire







UNE /

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : L'école reprend le chemin des classes sous le signe de la citoyenneté — P 04

BRÈVES /

Secteur minier : La Chambre des Mines et B2Gold Mali renforcent leur collaboration — P 12

Soudan : L'état de santé d'Omar el-Béchir relance la question de son évacuation à l'étranger — P 12

UEMOA : Dakar accueille la 3e session ordinaire du Conseil des Ministres statutaire — P 13

Initiative Paysan+ : Une nouvelle dynamique pour valoriser le potentiel agricole malien — P 14

ACTUALITÉ /

Droits humains : la cndh et asf canada renforcent leur collaboration autour du projet « passerelle » — P 16

Entreprises maliennes face à la crise : Le prix silencieux de la résilience — P 18

POLITIQUE /

Gestion des projets publics : La refondation mise sur la compétence, l'éthique et la lutte contre la corruption — P 20

États généraux de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture : Youba BA lance les concertations régionales à koulikoro — P 22

CULTURE & SOCIETÉ /

Concerts du palais : Les grandes voix maliennes font vibrer le palais de la culture — P 25

INTERNATIONAL /

Union africaine : l'égypte accueille la 8e réunion de coordination à mi-année — P 28

Assemblée générale de l'ONU : Guterres défend le multilatéralisme face aux défis mondiaux — P 30

SPORT /

Mali-inde : Un marathon de l'amitié à Bamako pour célébrer l'héritage de MAHATMA GANDHI — P 32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kéita, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : L'école reprend le chemin des classes sous le signe de la citoyenneté



La rentrée scolaire 2026-2027 a officiellement été lancée, le jeudi 1er octobre 2026, au Groupe scolaire Mamadou Diarra, relevant du Centre d'Animation pédagogique de l'Hippodrome. Autour du ministre de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané, la forte mobilisation de la communauté éducative et de plusieurs membres du Gouvernement a marqué cette reprise des classes, placée notamment sous le signe du civisme, du patriotisme et de la sécurité sanitaire des aliments en milieu scolaire.

Après les vacances, élèves, enseignants et responsables de l'éducation ont repris le chemin de l'école. Pour donner le coup d'envoi officiel de cette nouvelle année académique, les autorités ont choisi le Groupe scolaire Mamadou Diarra, dans l'Académie d'Enseignement de Bamako Rive gauche.

La cérémonie était présidée par le ministre de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané, en présence notamment du Pr Boureima Kansaye, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ; d'Ibrahima Samaké, ministre de l'Agriculture ; et d'Abdoul Kassim Ibrahim Fomba, ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne. Un membre du Conseil national de Transition, le Chef de file des Partenaires techniques et financiers et de nombreux acteurs de l'école ont également pris part à l'événement.

Cette mobilisation traduit l'importance accordée à une rentrée qui constitue toujours un moment déterminant pour le système éducatif national. Elle rappelle surtout que les défis de l'école dépassent désormais la seule question de l'accès aux salles de classe. Qualité des enseignements, formation ci-



toyenne, environnement scolaire, santé des élèves et implication de l'ensemble des acteurs constituent autant d'enjeux pour une école appelée à former les générations qui construiront le Mali de demain.

La montée des couleurs nationales, accompagnée de l'exécution de l'hymne national en Bamanankan, a donné une forte dimension patriotique à la cérémonie. À travers ce rituel républicain, les autorités ont voulu rappeler la place de l'école dans la construction de la citoyenneté et la transmission des valeurs nationales.

L'un des temps forts de cette rentrée a été la leçon modèle consacrée à « La sécurité sanitaire des aliments en milieu scolaire ». Animée par l'enseignant Abdoul Aziz Traoré, elle a permis d'attirer l'attention des élèves sur les règles d'hygiène et les bonnes pratiques alimentaires indispensables à la préservation de leur santé.

Le choix de cette thématique n'est pas anodin. L'environnement alimentaire des établissements scolaires constitue un enjeu de santé publique, particulièrement pour les enfants. Apprendre à reconnaître les bonnes pratiques d'hygiène et à prévenir les risques liés aux aliments participe donc pleinement à l'éducation.

Au-delà du cérémonial, cette rentrée ouvre surtout une nouvelle année de défis. La mobilisation observée au Groupe scolaire Mamadou Diarra devra désormais se traduire, sur toute l'étendue du territoire, par des conditions d'apprentissage favorables, une présence effective des enseignants et des élèves et une implication constante des familles.

Car réussir la rentrée ne consiste pas seulement à rouvrir les classes : le véritable défi reste de garantir, tout au long de l'année scolaire, une école accessible, protectrice, citoyenne et capable d'offrir à chaque enfant malien les meilleures chances de réussite.

Yacouba Ongoiba

- MALI TV

Moussa Zan Officiel · il y a 35 minutes35 min ·

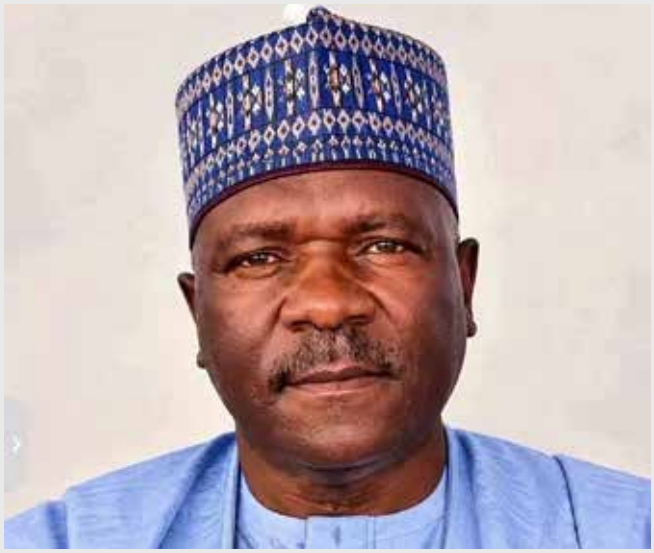
Nigeria | Cet homme a perdu une élection dans l'État de Plateau et a coupé l'électricité de tout le village, affirmant que c'était lui qui avait financé le raccordement avec son propre argent.

Il a débranché le transformateur et fait retirer tous les câbles.

Il leur a dit d'aller demander un transformateur et l'électricité à la personne pour laquelle ils avaient voté.

Il a également coupé l'accès à l'eau et fait retirer les canalisations, les réservoirs ainsi que les pompes submersibles qu'il avait lui-même financés et installés.

Selon certaines informations, il aurait également mis fin aux bourses d'études qu'il finançait personnellement pour plusieurs étudiants de sa circonscription, reprochant à leurs parents de ne pas l'avoir soutenu lors des élections.



- Mamoudou Sissoko

Le 30 septembre 2026, j'ai eu le plaisir de modérer une journée d'échange consacrée à la protection des migrants et des candidats potentiels à la migration à l'ère du numérique.

Organisée par l'Association Retour Travail Dignité (ARTD), en partenariat avec Upinion dans le cadre du projet Bridge to Safetys, la rencontre a réuni des représentants d'institutions publiques, d'organisations internationales, d'associations et d'acteurs communautaires, notamment de la DGME, du CNCLTPPA, du HCME, de la Commune VI, de l'UNHCR, de WeWorld, de WiLDAF Mali, d'ARACEM, d'AME, d'IRAD et de plusieurs autres structures engagées sur les questions de migration et de protection.

J'ai animé les échanges autour d'un fil conducteur : comprendre les risques, identifier les leviers de prevention, clarifier les responsabilités et faire émerger des pistes d'action.

Les discussions ont rappelé que les transformations numériques font désormais partie de l'environnement de la gouvernance migratoire. Elles facilitent l'accès à l'information, la communication et l'orientation, mais peuvent aussi favoriser la désinformation, les escroqueries, le recrutement à des fins d'exploitation et l'exposition des donnnées personnelles.

Plusieurs priorités se sont dégagées : une information fiable et verifiable, des mécanismes accessibles de signalement et d'orientation, une clarification des rôles, un meilleur partage de l'information et une coordination plus étroite entre acteurs.s Les participants ont également souligné l'importance d'associer les personnes concernées à la conception et à la mise en œuvre des réponses.

La protection ne se résume pas aux outils et aux dispositifs : elle repose sur une chaîne de réponse cohérente, articulant prévention, détection, orientation, assistance et suivi.

Un enseignement me paraît particulièrement important : la protection commence par l'information, mais elle deviant effective lorsque les acteurs savent qui fait quoi, comment agir ensemble et comment assurer la continuité de la réponse.

Merci à l'ARTD, à Upinion et à l'ensemble des participants pour la qualité des échanges.

Ministère des Maliens Établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine OIM Mali Dugutigi Consortium @à la une

#Migration #GouvernanceMigratoire #Protection #Numérique #Mali #BridgeToSafety



- Gouvernement du Mali

#CIGMA #INFO |Aménagement du territoire et reboisement : Une forte détermination des départements de tutelle

C'est ce samedi, 03 octobre que le ministère en charge de l'Urbanisme a procédé à son reboisement.

C'était sous la présidence du ministre Imirane Abdoulaye TOURE en présence de sa collègue chargée de l'Environnement, DOUMBIA Mariam TANGARA, des membres des Cabinets ministériels et des responsables des services techniques dont le Directeur général des Eaux et Forêts, des légitimités traditionnelles, des femmes et des jeunes.

La superficie reboisée, dénommée îlot OX, est située dans la zone 2 du site site des logements sociaux de Tabakoro.

Après la plantation de dizaines d'arbres, le ministre TOURE a rappelé que cette activité s'inscrit en droite ligne de la 32ème édition de la Campagne nationale de reboisement au cours de laquelle les plus hautes autorités de notre pays ont invité chacun et tous à planter des arbres.

Il a également ajouté que cette plantation d'aujourd'hui fait partie des activités du mois urbain célébré en octobre.

Quant à DOUMBIA Mariam TANGARA, elle a salué son collègue pour sa précieuse contribution à la campagne nationale de reboisement, édition 2026.

Elle en a profité pour rappeler le rôle essentiel que doit jouer la jeunesse conformément au thème de cette année : la jeunesse au cœur de la citoyenneté environnementale pour un Mali plus vert et plus résilient.

Pour le ministre chargé de l'Environnement, on doit planter et entretenir les arbres parce qu'ils nous procurent de la nourriture, des médicaments,

de la protection pour les hommes et les sols.

Plus d'informations sur gouvernement.ml

#MEADD_MUHDATP



- African Union

Le président de la Commission de l'Union africaine (AU), H.E. Mahmoud Ali Youssouf, a tenu ce matin des discussions avec H.E. Cyril Ramaphosa, président de la République du Sud-Afrique, sur le plateau de la 8e réunion de coordination de l'AU à El Alamein, #Egypt. #AUMYCM

Ils ont échangé leurs opinions sur l'intégration régionale et d'autres priorités clés de l'AU.

Le président a exprimé sa gratitude envers le président Ramaphosa pour son soutien au programme de digitalisation de l'AU, notant que cette initiative contribuera à la préservation et à l'accès à la mémoire institutionnelle du continent et de ses dirigeants pour le bien des générations actuelles et futures d'Afriques.



- Représentation de la FAO au Mali

Fin de l'atelier de validation du Cadre de Programmation Pays 2027-2031 de la FAO au Mali

Bamako, 30 septembre 2026 – Les travaux de l'atelier technique de consultation et de validation du Cadre de Programmation Pays (CPP) - de la Représentation de la FAO au Mali se sont achevés aujourd'hui, marquant une étape importante dans la définition des priorités de coopération entre le Gouvernement du Mali et la FAO pour les cinq prochaines années.

Pendant deux jours, les représentants des départements ministériels, des institutions nationales, des partenaires techniques et financiers, des organisations professionnelles, du secteur privé, de la société civile et de L'ONU au Mali ont examiné et

enrichi le projet de CPP afin de garantir son alignement avec les priorités nationales et les besoins des populations.

À l'ouverture des travaux, M. Dominique Koffy KOUACOU, Représentant par intérim de la FAO au Mali, a rappelé l'ambition commune de contribuer à une transformation durable des systèmes agroalimentaires du pays, en cohérence avec la Vision Mali kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma, la Stratégie Nationale pour l'Emergence et le Développement Durable (SNEDD 2024-2033) et le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2027-2031.

Le futur CPP s'articule autour de cinq domaines prioritaires :

Renforcement de la gouvernance des systèmes agroalimentaires ;

Développement de filières et chaînes de valeur durables et inclusives ;

Environnement, climat et résilience ;

Sécurité alimentaire, nutrition, sécurité sanitaire des aliments et protection sociale ;

Données, innovation et partenariats stratégiques.

Les échanges et recommandations formulés permettront de finaliser un Cadre stratégique solide, réaliste et partagé, capable d'orienter les investissements, les partenariats et les interventions au service de la souveraineté alimentaire et nutritionnelle, de la résilience des communautés et de l'amélioration durable des moyens d'existence des populations maliennes.

La FAO remercie l'ensemble des participants pour leur engagement et réaffirme sa disponibilité à poursuivre son accompagnement du Gouvernement du Mali dans la mise en œuvre de solutions durables au bénéfice des producteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des femmes, des jeunes et des communautés rurales.

Ministère de l'Agriculture #FAOMali #CPP20272031 #SystèmesAgroalimentaires #SécuritéAlimentaire #Résilience #Mali



- AfricaLog

#Sénégal Après le rapprochement entre Diomaye et Macky Sall, le dossier des morts des manifestations de 2021-2024 revient au premier plan.

Le communiqué du parquet annonçant 76 morts et plus de 200 présumées victimes de torture dans les violences politico-judiciaires de 2021 à 2024 replace ce dossier judiciaire au cœur de l'actualité.

Cette affaire rappelle l'un des principaux points de divergence qui auraient progressivement éloigné les anciens compagnons de route Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye.

Sonko réclamait que justice soit rendue aux «martyrs» tombés durant les années de confrontation avec le régime de Macky Sall, tandis que Diomaye privilégiait une logique d'apaisement et de dialogue politique, y compris avec l'APR.

Cette différence d'approche avait nourri de nombreuses interrogations. Pour de nombreux militants de Pastef, les victimes des manifestations et des répressions représentaient un sacrifice qui ne pouvait être effacé au nom de la réconciliation politique.

Après le départ de Sonko de la Primature, le soutien du gouvernement sénégalais à la candidature de l'ancien président Macky Sall au poste de secrétaire général de l'ONU, suivi d'un tête-à-tête au palais avec le président Bassirou Diomaye Faye, a renforcé les interrogations sur un possible rapprochement avec l'APR.

S'agissait-il d'une stratégie visant à rapprocher l'APR du pouvoir en vue des prochaines échéances électorales?

Avec l'enquête désormais engagée pour des faits susceptibles d'être qualifiés de crimes contre l'humanité, le président Bassirou Diomaye Faye se retrouve dans une situation politiquement délicate.

Peut-on tourner la page avant que toute la vérité n'ait été établie sur les violences de 2021 à 2024?

#AfricaLog



- Adam Dicko

Je prends la parole avec mes convictions, ma sensibilité et les questions qui m'habitent.Je défends ce qui me tient à cœur tout en restant ouverte à ce que les autres ont à m'apprendre.



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Secteur minier : La Chambre des Mines et B2Gold Mali renforcent leur collaboration



Le Collège transitoire de la Chambre des Mines du Mali (CT-CMM) poursuit ses consultations avec les principaux acteurs de l'industrie extractive. Une délégation conduite par son président, Fousseini Togola, a effectué, le jeudi 1er octobre 2026, une visite de courtoisie au siège de B2Gold Mali, où elle a été reçue par le Directeur-Pays, Birama Cissé.

Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique engagée par le Collège transitoire pour renforcer les relations entre la Chambre des Mines du Mali et les entreprises opérant dans le secteur extractif. Fousseini Togola était accompagné de plusieurs membres de son Bureau, dont le vice-président.

La visite intervient dans le prolongement de celle récemment effectuée auprès du Groupement Professionnel des Sociétés Minières du Mali. À travers ces différentes rencontres, le CT-CMM entend favoriser un dialogue plus soutenu avec les opérateurs miniers et promouvoir leur implication dans le fonctionnement de la Chambre des Mines.

B2Gold Mali, qui compte parmi les acteurs majeurs du secteur minier au Mali, a salué cette démarche. La société a notamment souligné la portée symbolique de cette visite, perçue comme l'expression de la volonté du Collège transitoire d'instaurer une collaboration plus étroite avec les entreprises minières.

Les échanges ont également porté sur le projet de création d'un Cadre de Concertation destiné à faciliter le dialogue entre les sociétés minières et les pouvoirs publics. Cette structure devrait permettre une meilleure représentation des intérêts du secteur, mais aussi des investissements réalisés par les compagnies minières auprès des instances étatiques.

Dans un contexte marqué par d'importantes évolutions dans la gouvernance du secteur extractif malien, cette initiative pourrait contribuer à instaurer un mécanisme permanent d'échanges entre la Chambre des Mines, les entreprises et l'État.

La rencontre entre le CT-CMM et B2Gold Mali traduit ainsi une volonté commune : consolider le dialogue et favoriser une meilleure coordination entre les différents acteurs du secteur minier malien.

Arouna Sidibé

Soudan : L'état de santé d'Omar el-Béchir relance la question de son évacuation à l'étranger



L'ancien président soudanais Omar Hassan el-Béchir pourrait être évacué à l'étranger pour recevoir des soins médicaux spécialisés. Âgé de 82 ans, l'ancien chef de l'État connaît des problèmes de santé qui ont nécessité son transfert vers un établissement militaire de la région de Khartoum.

Selon son avocat, Mohamed El-Hassan El-Amin, Omar el-Béchir a récemment été transféré d'un hôpital de Merowe, dans le nord du Soudan, vers l'hôpital militaire spécialisé Aliaa, à Omdurman, près de Khartoum. Son état nécessiterait notamment des examens approfondis et une imagerie cardiaque qui, selon sa défense, ne seraient actuellement pas disponibles dans les établissements soudanais.

Des informations circulant autour de l'ancien dirigeant font état de préparatifs en vue de son évacuation sanitaire à l'étranger. Toutefois, à la date du 2 octobre, son départ effectif du Soudan n'a pas été officiellement confirmé. Sa famille avait d'ailleurs indiqué n'avoir reçu aucune notification officielle autorisant son voyage, alors que son avocat évoquait une approbation préliminaire des autorités.

Cette situation remet Omar el-Béchir au centre de l'actualité soudanaise. Arrivé au pouvoir en 1989, il a dirigé le Soudan pendant près de trois décennies avant d'être renversé en avril 2019 à la suite d'un vaste mouvement de contestation populaire.

Son éventuel départ pour raisons médicales comporte également une importante dimension judiciaire. L'ancien président reste recherché par la Cour pénale internationale dans le cadre des crimes présumés commis au Darfour et demeure concerné par des procédures judiciaires au Soudan.

Dans un Soudan toujours profondément affecté par la guerre, l'évolution de son état de santé et la décision des autorités concernant une éventuelle évacuation médicale sont désormais particulièrement suivies.

Arouna Sidibé

UEMOA : Dakar accueille la 3e session ordinaire du Conseil des Ministres statutaire



La capitale sénégalaise, Dakar, accueille ce vendredi 2 octobre 2026 la troisième session ordinaire du Conseil des Ministres statutaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) au titre de l'année 2026. Les travaux sont placés sous la présidence d'Aboubakar Nacanabo, ministre de l'Économie et des Finances du Burkina Faso et président en exercice du Conseil.

Cette rencontre constitue un rendez-vous important dans le fonctionnement des institutions communautaires. Elle réunit les responsables chargés d'examiner les principaux dossiers économiques, financiers et institutionnels intéressant les États membres de l'Union.

Le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop, prend part aux travaux, accompagné des commissaires Mahamadou Gado, Mamadú Serifo Jaquite et Lassine Bouaré. Leur participation traduit le rôle central de la Commission dans la préparation, le suivi et la mise en œuvre des orientations communautaires.

Cette troisième session ordinaire intervient dans un environnement régional marqué par de nombreux défis économiques. Les États de l'espace communautaire doivent notamment composer avec les impératifs de financement du développement, la nécessité de préserver les équilibres macroéconomiques et l'ambition de renforcer les échanges et l'intégration économique.

Le Conseil des Ministres statutaire constitue, à cet égard, l'un des principaux cadres de décision de l'UEMOA. Ses sessions permettent aux États

membres d'examiner les dossiers communs et de poursuivre la coordination de leurs politiques économiques et financières.

Au-delà des questions conjoncturelles, les travaux de Dakar s'inscrivent donc dans la recherche d'une intégration régionale plus solide et d'une meilleure convergence des économies de l'Union.

À travers cette troisième session de l'année 2026, l'UEMOA poursuit ainsi ses efforts pour apporter des réponses concertées aux enjeux économiques de l'espace communautaire et consolider les mécanismes de coopération entre ses États membres.

Arouna Sidibé

Initiative Paysan+ : Une nouvelle dynamique pour valoriser le potentiel agricole malien



Le programme Initiative Paysan+ a été officiellement présenté, le jeudi 1er octobre 2026 à Bamako, lors d'un cocktail ayant réuni des représentants des pouvoirs publics, du secteur privé, des organisations professionnelles et des partenaires au développement. L'ambition affichée est de fédérer les acteurs autour du producteur et de contribuer à un développement rural inclusif et durable.

Le ministère de l'Agriculture était représenté à cette rencontre par son Chef de Cabinet, accompagné d'un Chargé de Mission. Une présence qui témoigne de l'intérêt accordé à cette initiative axée notamment sur la valorisation du potentiel agricole et l'accompagnement des producteurs.

Plusieurs départements ministériels, des membres du Conseil national de Transition (CNT), des services techniques de l'État, des organisations professionnelles, des partenaires techniques et financiers ainsi que des représentants des ambassades accréditées au Mali ont également pris part à la cérémonie.

Le Coordinateur général d'Initiative Paysan+, Abdel Rahamane Sy, a présenté les grandes orientations du programme et ses principaux axes d'intervention. Initiative Paysan+ entend notamment servir de plateforme de mobilisation et de mise en synergie des acteurs intervenant dans le monde rural.

La rencontre a également été marquée par un plaidoyer institutionnel du vice-président du Conseil national du patronat du Mali (CNPM), Sidi Dagnoko. Les discussions qui ont suivi ont permis d'identifier plusieurs pistes de collaboration.

Parmi les priorités évoquées figurent le renforcement des synergies entre les initiatives existantes, un meilleur accompagnement des producteurs, le développement de l'entrepreneuriat rural et la valorisation des chaînes de valeur agricoles. Une attention particulière devrait également être accordée à la création d'opportunités économiques au profit des jeunes et des femmes.

À travers sa devise, « Au cœur du monde rural, aux côtés du producteur », Initiative Paysan+ affiche ainsi son ambition de placer les exploitants agricoles au centre des stratégies de développement rural au Mali.

Moussa Diarra

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Droits humains : la cndh et asf canada renforcent leur collaboration autour du projet « passerelle »



La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et Avocats Sans Frontières Canada (ASF Canada) entendent donner une nouvelle impulsion à leur partenariat dans le cadre du projet « Passerelle ». Une délégation d'ASF Canada a été reçue, le vendredi 2 octobre 2026, au siège de la CNDH. Au cœur des échanges : les conditions de détention, le suivi des lieux de privation de liberté et le renforcement de la protection des droits des détenus au Mali.

Conduite par son chef de délégation, Stéphane Dona, la mission d'Avocats Sans Frontières Canada a été accueillie par le Secrétaire général de la CNDH, Dr Zoumana Diarra, représentant la Présidente par intérim de l'institution.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux structures et, plus particulièrement, de la mise en œuvre du projet « Passerelle ». Elle a offert aux partenaires l'occasion de dresser le bilan des actions déjà réalisées, d'examiner les acquis de leur collaboration et d'identifier de nouvelles pistes susceptibles d'accroître l'impact des interventions en faveur des droits humains.

Au cours des échanges, Stéphane Dona a salué l'accompagnement de la CNDH dans la réalisation des activités du projet. Pour ASF Canada, cette collaboration institutionnelle constitue un levier important dans la promotion et la protection des droits humains au Mali, notamment ceux des personnes privées de liberté.

La question des conditions de détention a ainsi occupé une place centrale dans les discussions. Les deux parties ont notamment abordé la situation dans les lieux de privation de liberté, les mécanismes de suivi dans les maisons d'arrêt ainsi que les outils et procédures pouvant contribuer à une meilleure protection des droits fondamentaux des détenus.

Ces préoccupations placent au premier plan le respect de la dignité humaine, mais également la nécessité de disposer de mécanismes efficaces permettant d'observer les conditions de détention et de documenter les éventuelles difficultés rencontrées dans les établissements concernés.

La rencontre a également été mise à profit pour présenter officiellement à la CNDH la Coordinatrice par intérim du projet « Passerelle », Fatoumata Bouaré. La délégation d'ASF Canada a sollicité, à cette occasion, la poursuite de l'accompagnement de la Commission afin de faciliter l'exercice de sa mission et l'atteinte des objectifs assignés au projet.

En réponse, Dr Zoumana Diarra s'est félicité de la qualité des relations établies entre la CNDH et ASF Canada. Le Secrétaire général a réaffirmé la disponibilité de son institution à accompagner la nouvelle Coordinatrice et à poursuivre les efforts engagés dans le cadre de ce partenariat.

Au-delà du projet « Passerelle », cette rencontre traduit une convergence de préoccupations entre les deux organisations autour de trois enjeux majeurs : le respect de la dignité des personnes privées de liberté, l'accès à la justice et l'amélioration des conditions de détention.

Dans un contexte où la protection des droits fondamentaux nécessite l'implication aussi bien des institutions publiques que des organisations de défense des droits humains, la consolidation de cette coopération pourrait contribuer à renforcer le suivi des lieux de détention et le respect des garanties reconnues aux détenus.

La CNDH rappelle d'ailleurs son principe : « La protection des droits de l'Homme est une responsabilité partagée. Nul n'est à l'abri de la violation de ses droits. »

Karamoko B Kaita



Entreprises maliennes face à la crise : Le prix silencieux de la résilience



De Mopti à Gao, de Tombouctou à Bandiagara, jusqu'à Bamako, de nombreux chefs d'entreprise ont fait, ces dernières années, un choix difficile : maintenir leurs activités malgré l'insécurité, les difficultés d'approvisionnement, la crise énergétique et la fragilisation du pouvoir d'achat. Derrière cette résistance se cache pourtant une réalité moins visible : des entreprises ont assumé une partie du coût social de la crise, parfois au risque de leur propre survie. Une expérience qui pose désormais la question de la mise en place de véritables mécanismes publics de soutien à la résilience des PME.

« La vie avant le chiffre ». La formule résume le dilemme auquel certains entrepreneurs maliens, notamment dans le secteur pharmaceutique, disent avoir été confrontés. Lorsque la logique économique aurait commandé de fermer, de réduire les effectifs ou de suspendre certaines activités, ils ont choisi de rester.

Rester lorsque partir semblait plus prudent. Maintenir les salaires malgré la baisse des recettes. Continuer à approvisionner les populations alors que les circuits logistiques étaient perturbés. Supporter le coût supplémentaire de la chaîne de froid dans un contexte de difficultés d'accès à l'électricité. Parfois même, renoncer à poursuivre des débiteurs dont la situation financière était devenue aussi précaire que celle de leurs créanciers.

Ces décisions relèvent d'une certaine conception de la responsabilité sociale de l'entreprise. Mais elles ont un prix.

Car les bilans comptables, eux, enregistrent les pertes de stocks, les factures énergétiques, les créances impayées, les crédits bancaires et la diminution de la clientèle. Ils ne comptabilisentent pas la solidarité, les emplois préservés ou les sacrifices consentis pour maintenir un service essentiel.

C'est tout le paradoxe de cette résilience entrepreneuriale.

Pendant les périodes les plus difficiles, certaines PME ont fonctionné comme de véritables amortisseurs sociaux, maintenant des emplois et des services là où les capacités d'intervention publique pouvaient être contraintes. Aujourd'hui, certaines d'entre elles se retrouvent pourtant confrontées aux conséquences financières de ces choix



: endettement, trésoreries fragilisées, stocks perdus et charges accumulées.

D'où une leçon essentielle : la résilience des entreprises ne peut plus reposer uniquement sur le courage individuel des entrepreneurs. Elle doit devenir structurelle.

Pour les chefs d'entreprise concernés, l'enjeu n'est donc plus seulement de dire : « nous restons et nous supportons ». Il s'agit désormais de pouvoir affirmer : « nous restons, mais nous devons être accompagnés et sécurisés afin de préserver les entreprises et les emplois ».

Cette réflexion ouvre plusieurs chantiers. Celui d'abord d'une solidarité publique mieux adaptée aux entreprises évoluant dans les zones fortement affectées par les crises. Celui, ensuite, de mécanismes financiers capables d'aider les PME à absorber des chocs exceptionnels. Celui, enfin, d'une solidarité renforcée entre entreprises afin de mutualiser certaines difficultés et construire des réponses communes.

L'expérience accumulée à Mopti, Gao, Tombouctou, Bandiagara ou Bamako pourrait d'ailleurs servir à élaborer de véritables modèles de gestion entrepreneuriale en période de crise.

Car préserver l'emploi sans provoquer la mort financière de l'entreprise constitue désormais un enjeu majeur.

Ces entrepreneurs ont tenu. Mais tenir ne peut constituer éternellement une politique économique. Après le temps de la résistance doit venir celui de la reconstruction, avec une ambition : transformer les sacrifices consentis en expérience collective et la résilience individuelle en mécanisme durable de protection des entreprises maliennes.

Yacouba Ongoiba

Gestion des projets publics : La refondation mise sur la compétence, l'éthique et la lutte contre la corruption



Le ministère de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les institutions, a clôturé, le vendredi 2 octobre 2026 à la Cité administrative de Bamako, une session de formation consacrée à la gestion stratégique des projets publics. Passation des marchés publics, finances et comptabilité publiques, éthique et lutte contre la corruption ont constitué les principaux axes de cette initiative destinée à renforcer les capacités des agents du département.

Ouverte le lundi 28 septembre 2026, la session de formation a pris fin après plusieurs jours d'échanges et de renforcement des connaissances des participants. La cérémonie de clôture a été présidée par le Secrétaire général du département, Ibrahim Simpara, représentant le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les institutions, Dr Yaya Gologo.

Animée par l'expert-comptable Nourou Ly, la formation a abordé plusieurs domaines directement liés à la bonne gestion des ressources et des projets publics. Les participants ont ainsi travaillé sur les finances publiques, la comptabilité publique, la comptabilité-matières, mais aussi sur les procédures de passation des marchés publics.

Une attention particulière a également été accordée à l'environnement juridique et institutionnel régissant les marchés publics et les délégations de service public. À ces modules techniques se sont ajoutées des questions essentielles liées à l'éthique et à la lutte contre la corruption.

À la clôture des travaux, Ibrahim Simpara a salué la forte mobilisation des participants ainsi que leur implication dans les débats. Selon lui, cet engagement témoigne de l'intérêt accordé aux orientations du ministre Yaya Gologo visant à « renforcer les compétences des agents en vue d'améliorer la performance et l'efficacité » des différentes structures du département.

Le Secrétaire général a invité les bénéficiaires à poursuivre cette dynamique de perfectionnement

professionnel. Le renforcement des compétences constitue, a-t-il souligné, un gage de réussite de la mission de service public confiée à l'Administration.

L'enjeu est désormais de transformer les connaissances acquises en pratiques professionnelles susceptibles d'améliorer la gestion quotidienne des services. Ibrahim Simpara a ainsi exhorté les participants à appliquer les enseignements reçus dans l'exécution de leurs différentes tâches.

Il a également adressé ses remerciements au point focal Genre du département, la conseillère technique Bessi Christine Keïta, ainsi qu'au Directeur des finances et du matériel, Mama Traoré.

Prenant la parole au nom des participants, ce dernier a souhaité la pérennisation de ce type de formation, tout en plaidant pour l'augmentation du volume horaire lors des prochaines sessions. Une demande qui traduit l'intérêt suscité par les différents modules proposés.

L'expert Nourou Ly a également reçu les félicitations du Secrétaire général pour la densité de ses communications, les réponses apportées aux préoccupations des participants et la documentation mise à leur disposition sous format électronique. Ces supports devraient leur permettre d'approfondir les différentes thématiques abordées et de disposer d'outils de référence dans l'exercice de leurs fonctions.

Au-delà du renforcement des capacités techniques, cette formation met en lumière un enjeu central de la gestion publique : concilier efficacité administrative, respect des procédures, transparence et intégrité dans l'utilisation des ressources de l'État.

La cérémonie s'est achevée par la remise symbolique d'une attestation à une participante, un geste présenté comme une valorisation de la dimension genre au sein du département.

Fatou Sissoko



États généraux de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture : Youba BA lance les concertations régionales à koulikoro



Le ministre de l'Élevage et de la Pêche, Youba Ba, a donné, le mercredi 30 septembre 2026 à Koulikoro, le coup d'envoi des concertations locales et régionales des États généraux de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture (EGEPA). L'objectif affiché est de partir des réalités du terrain pour dresser un diagnostic approfondi des différents sous-secteurs et dégager des solutions susceptibles d'accompagner leur transformation structurelle.

C'est la ville de Méguetan, à Koulikoro, que le ministre Youba Ba a choisie pour lancer cette étape des EGEPA. La cérémonie s'est déroulée en présence notamment du Gouverneur de la région, du Président de la Commission du Développement rural du Conseil national de Transition (CNT), du Président de la Commission nationale d'organisation des EGEPA ainsi que des représentants des faîtières régionales.

Pour le ministre, ces États généraux ne sauraient être conçus uniquement depuis Bamako. Les réflexions doivent prendre naissance dans les territoires, au plus près des éleveurs, pêcheurs, aquaculteurs et autres acteurs des chaînes de valeur.

« C'est là que se trouvent à la fois les réalités, les contraintes, les savoir-faire, mais aussi une grande partie des solutions », a souligné Youba Ba.



Selon lui, cette démarche s'inscrit dans la vision des autorités de la Transition consistant à privilégier l'écoute des populations aux niveaux local et régional. Il s'agit surtout de placer les professionnels eux-mêmes au cœur des discussions afin qu'ils participent au diagnostic de leurs secteurs et à la définition des réponses aux difficultés rencontrées.

Le ministre a ainsi appelé à un changement d'approche dans l'élaboration des politiques publiques. Pendant longtemps, a-t-il expliqué, la réflexion s'est articulée autour de la question : « Qu'est-ce que l'État devrait faire pour les producteurs ? ». Désormais, il propose d'aller plus loin en demandant : « Que devons-nous faire ensemble ? »

Cette logique de responsabilité partagée doit permettre, selon Youba Ba, de créer une véritable synergie entre l'État et les professionnels.

Les défis sont nombreux. Le ministre a notamment cité l'insuffisance de l'aliment-bétail, le manque d'eau, la diminution des ressources halieutiques dans les fleuves, le vol de bétail, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ainsi que les difficultés d'écoulement du lait et des produits de la pêche.

Autant de contraintes qui limitent le potentiel économique de secteurs pourtant essentiels à la sécurité alimentaire, à l'emploi et aux revenus de nombreuses familles maliennes.

Youba Ba a surtout prévenu que les EGEPA ne devaient pas devenir « un séminaire de plus ». Ils doivent déboucher sur un diagnostic « réel et complet » de l'élevage et de la pêche, conformément aux ambitions de la Vision « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma ».

De Koulikoro aux autres régions du pays, l'enjeu sera donc de transformer la parole des acteurs de terrain en propositions concrètes, puis ces propositions en politiques capables de moderniser durablement l'élevage, la pêche et l'aquaculture au Mali.

Karamoko B Keita

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Concerts du palais : Les grandes voix maliennes font vibrer le palais de la culture



Le Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ de Bamako a renoué, le vendredi 2 octobre 2026, avec l'ambiance des grandes soirées musicales. L'Ensemble Instrumental National du Mali, Mamadou Kaloga et Yala Band ont offert au public un concert live gratuit placé sous le signe du patrimoine, de la diversité et de la communion. Au-delà du spectacle, ce rendez-vous illustre la volonté de redonner aux infrastructures culturelles maliennes leur vocation d'espaces vivants de création et de rencontre avec le public.

Une soirée, des talents et un public conquis. Le Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ a vibré au rythme des sonorités maliennes à l'occasion d'un nouveau rendez-vous des « Concerts du Palais ».

Devant un public venu nombreux, l'Ensemble Instrumental National du Mali a donné le ton de la soirée. Dans leurs élégantes tenues traditionnelles, les artistes ont proposé un répertoire puisant dans la richesse du patrimoine musical national tout en faisant dialoguer tradition et modernité.

La prestation a offert au public un véritable voyage musical à travers le Mali. De Kayes à Kidal, les sonorités, rythmes et expressions culturelles des différentes parties du pays se sont rencontrés sur la scène du Palais. Le titre « La Carte du Mali » a notamment symbolisé cette volonté de célébrer, par la musique, la diversité culturelle nationale.

Après cette entrée en matière consacrée au patrimoine, Mamadou Kaloga et Yala Band ont pris le relais. Porté par sa voix et l'énergie de ses musiciens, Mamadou Kaloga a livré une prestation chaleureuse qui a rapidement trouvé écho auprès du public.

Entre artistes et spectateurs, la soirée s'est progressivement transformée en un moment de partage et de communion autour de la musique malienne.

Au-delà du divertissement, les « Concerts du Palais » participent à une ambition plus large portée par le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, sous la conduite du ministre Mamou Daffé. Avec l'appui financier de la Coopération suisse, l'initiative vise à poursuivre la revitalisation du Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ.

L'objectif est de faire des infrastructures culturelles non pas seulement des bâtiments accueillant ponctuellement des manifestations, mais de véritables espaces de vie, accessibles au public et régulièrement ouverts aux artistes.

Cette démarche s'inscrit également dans une politique de revitalisation culturelle des territoires. Elle ambitionne de multiplier les espaces consacrés à la création, à la diffusion artistique et à la valorisation des talents maliens.

À l'issue de la soirée, le ministre Mamou Daffé a félicité la Direction du Palais de la Culture, l'Ensemble Instrumental National du Mali, Mamadou Kaloga et Yala Band, ainsi que les différents acteurs mobilisés dans cette dynamique.

Et le public n'aura pas longtemps à attendre pour retrouver l'ambiance des « Concerts du Palais ». Un nouveau rendez-vous est annoncé pour le vendredi 9 octobre 2026 avec Baba Salah Cissé.

Une programmation qui confirme progressivement l'ambition affichée : faire du Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ un lieu où le patrimoine rencontre la création contemporaine et où les artistes maliens retrouvent régulièrement leur public.

Fatou Sissoko



COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Union africaine : l'égypte accueille la 8e réunion de coordination à mi-année



La Commission de l'Union africaine (CUA) et le gouvernement de la République arabe d'Égypte ont signé l'Accord de pays hôte relatif à l'organisation de la huitième Réunion de coordination à mi-année entre l'Union africaine, les Communautés économiques régionales (CER) et les Mécanismes régionaux (MR). Cette importante rencontre continentale se tient ce dimanche 4 octobre 2026 à El Alamein, en Égypte, avec pour enjeu majeur le renforcement de la coordination et de l'intégration africaines.

La Commission de l'Union africaine et les autorités égyptiennes ont ainsi franchi une étape décisive dans les préparatifs de la huitième Réunion de coordination à mi-année de l'organisation continentale. L'Accord de pays hôte formalise les dispositions nécessaires à la tenue de ce rendez-vous qui réunit l'Union africaine, les différentes Communautés économiques régionales ainsi que les Mécanismes régionaux.

L'accord a été signé, au nom de la Commission de l'Union africaine, par l'Ambassadrice Selma Malika Haddadi, Vice-présidente de la Commission, et, pour le gouvernement égyptien, par Mohamed Abubakr, Vice-ministre des Affaires étrangères chargé des Affaires africaines.

Cette signature intervient au terme d'étroites concertations entre la Commission de l'Union africaine et les autorités égyptiennes. Elle vient consacrer officiellement les arrangements conclus pour permettre à El Alamein d'accueillir les délégations participant à cette rencontre de haut niveau.

Le choix de l'Égypte découle de la décision Assembly/AU/Dec.964(XXXIX) de la Conférence de l'Union africaine, qui avait retenu El Alamein pour abriter la huitième édition de la Réunion de coordination à mi-année en 2026.



Au-delà de son caractère institutionnel, cette rencontre constitue un mécanisme important dans le fonctionnement de l'architecture continentale africaine. La Réunion de coordination à mi-année sert, en effet, de principal cadre de concertation entre l'Union africaine, les CER et les Mécanismes régionaux pour harmoniser leurs interventions et coordonner la mise en œuvre de l'agenda d'intégration du continent.

La rencontre d'El Alamein permettra notamment d'examiner les progrès accomplis dans la répartition des responsabilités entre l'Union africaine, les organisations économiques régionales et les mécanismes régionaux. Les participants devront également identifier les priorités nécessitant une coordination renforcée afin d'améliorer l'efficacité de l'action collective africaine.

Cet exercice revêt une importance particulière dans la mesure où les Communautés économiques régionales constituent des piliers essentiels du processus d'intégration du continent. Une meilleure articulation entre les politiques conduites au niveau continental et celles mises en œuvre dans les différentes régions apparaît ainsi indispensable pour éviter les chevauchements et renforcer la complémentarité institutionnelle.

À travers cette huitième réunion, l'Union africaine entend donc poursuivre les efforts visant à rendre plus cohérente son architecture institutionnelle et à accélérer la réalisation de ses ambitions en matière d'intégration.

La Commission de l'Union africaine a, par ailleurs, exprimé sa reconnaissance au gouvernement et au peuple égyptiens pour leur coopération et leur soutien tout au long des préparatifs.

En accueillant ce rendez-vous continental à El Alamein, l'Égypte se retrouve ainsi, le temps de la rencontre, au centre des discussions sur la coordination entre les institutions africaines et sur les prochaines étapes de l'intégration du continent.

Arouna Sidibé

Assemblée générale de l'ONU : Guterres défend le multilatéralisme face aux défis mondiaux



L'Assemblée générale des Nations Unies a une nouvelle fois réuni à New York des dirigeants venus des différentes régions du monde pour débattre des principaux défis auxquels l'humanité est confrontée. Dans un contexte international marqué par les conflits, les tensions géopolitiques et de multiples crises, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a réaffirmé le caractère unique de l'organisation comme espace de dialogue entre les nations.

« L'ONU reste le seul endroit au monde où cela est possible », a déclaré António Guterres, soulignant ainsi la vocation universelle de l'organisation créée pour favoriser la coopération internationale et la recherche de solutions collectives.

À l'Assemblée générale, les responsables internationaux disposent en effet d'une tribune pour exposer leurs préoccupations, défendre leurs priorités nationales, mais également rechercher des convergences sur les grandes questions qui dépassent les frontières des États.

Paix et sécurité internationales, développement durable, changements climatiques, pauvreté, crises humanitaires, inégalités ou encore respect du droit international figurent parmi les nombreux défis qui nécessitent des réponses concertées.

Dans un monde traversé par des rivalités croissantes, la capacité des États à maintenir le dialogue constitue ainsi l'un des enjeux majeurs du multilatéralisme. L'Assemblée générale offre, à cet égard, un cadre où les grandes puissances comme les États disposant de moyens plus limités peuvent porter leurs préoccupations devant la communauté internationale.

Le message d'António Guterres apparaît également comme un appel à préserver la coopération internationale au moment où plusieurs crises simultanées mettent à rude épreuve les mécanismes de gouvernance mondiale.

Si les Nations Unies ne peuvent, à elles seules, résoudre toutes les difficultés auxquelles la planète est confrontée, elles demeurent un espace privilégié de dialogue et de négociation.

Face aux divisions internationales, le défi reste donc de transformer les discours prononcés à New York en compromis, puis en actions concrètes capables d'apporter des réponses aux attentes des populations.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Mali-inde : Un marathon de l'amitié à Bamako pour célébrer l'héritage de MAHATMA GANDHI



À l'occasion du 157e anniversaire de la naissance de Mahatma Gandhi, l'Ambassade de l'Inde au Mali a organisé, le vendredi 2 octobre 2026 à Bamako, un « Marathon de l'amitié Inde-Mali ». L'initiative visait notamment à promouvoir auprès de la jeunesse les valeurs de non-violence, de propreté et de mode de vie durable défendues par Gandhi.

Le départ de cette manifestation sportive et symbolique a été donné par l'Ambassadeur de l'Inde au Mali, Dr N. Nandakumar, dans les locaux de la représentation diplomatique indienne à Badalabougou.

Le parcours a conduit les participants vers la résidence de l'Ambassade à Faso Kanu avant de s'achever à la Tour de l'Afrique, l'un des monuments emblématiques de Bamako. L'événement a été organisé en collaboration avec la communauté d'athlètes « Sportival » de la capitale malienne.

Des membres de la communauté indienne vivant à Bamako ainsi que de nombreux jeunes Maliens, hommes et femmes issus de différents horizons, ont participé avec enthousiasme à cette activité. Une mobilisation qui a donné à l'événement une dimension dépassant le simple cadre sportif pour devenir un moment de rapprochement entre les peuples indien et malien.

Le marathon avait notamment pour ambition de sensibiliser la jeunesse aux principes associés à l'héritage de Mahatma Gandhi, particulièrement la non-violence, la responsabilité individuelle et collective ainsi que la nécessité de préserver un environnement propre et durable.

La manifestation a également permis de promouvoir auprès de la communauté indienne de Bamako l'objectif « Viksit Bharat », qui porte l'ambition de faire de l'Inde un pays développé à l'horizon 2047, année du centenaire de son indépendance.

À travers le sport, l'Ambassade de l'Inde a ainsi associé mémoire historique, sensibilisation citoyenne et diplomatie populaire.

Ce marathon de l'amitié aura surtout offert une nouvelle occasion de célébrer les liens entre l'Inde et le Mali autour de valeurs de paix, de solidarité et de fraternité entre les peuples.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com